



6446

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté autorisant la société LETICO SN à exploiter des installations de stockage de céréales, d'oléagineux et d'engrais liquides et solides sur la commune de Lierville (60240)

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 modifiée établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive n° 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique communautaire ;

Vu le code de l'environnement, notamment les Livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile ;

Vu le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;

Vu le décret n° 2010-875 du 26 juillet 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 2010-370 du 13 avril 2010 portant création du Comité national du développement durable et du Grenelle de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 1994 modifié relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 modifiant l'arrêté du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tous autres produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅ ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu la circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Vu le guide de l'état de l'art sur les silos pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;

Vu les actes administratifs antérieurs réglementant le fonctionnement de l'établissement de Lierville délivrés à la société LETICO SN ;

Vu la demande présentée le 11 juillet 2008 et complétée les 28 mai 2008 et 6 juillet 2010 par la société LETICO SN pour son site de Lierville et dont le siège social est situé au 49, route de Rouen – 27140 GISORS en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de stockage de céréales, d'oléagineux, d'engrais liquides et solides et de produits agropharmaceutiques ;

Vu le dossier et ses compléments produits à l'appui de la demande susvisée ;

Vu la décision en date du 27 août 2009 du Président du tribunal administratif portant désignation d'un commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 novembre 2009 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 25 janvier 2010 au 25 février 2010 inclus sur les territoires des communes de Lierville, de Boubiers, de Bouconvillers et d'Hadancourt-Le-Haut-Clocher.

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 22 mars 2010 ;

Vu l'avis assorti d'observations formulées dans le registre d'enquête publique par le maire de Lierville concernant l'aspect général de l'entrée du site ;

Vu les avis des conseils municipaux de Bouconvillers, d'Hadancourt-Le-Haut-Clocher et de Boubiers ;

Vu les recommandations formulées le 11 janvier 2010 par la société ERDF concernant la présence d'une ligne aérienne HTA ;

Vu l'avis formulé le 8 mars 2010 par l'architecte des bâtiments de France qui souhaitait disposer de plus d'informations concernant les plans, les élévations, les matériaux et la couleur des façades ;

Vu la réponse apportée le 6 juillet 2010 par l'exploitant aux remarques et observations de l'Architecte des bâtiments de France, rappelant « qu'il n'y avait pas lieu de construire de nouveaux bâtiments mais d'utiliser ceux existants sur le site dont l'aspect visuel a déjà été amélioré par rapport à celui existant au moment de l'acquisition des lieux » ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu les réponses apportées le 8 février 2011 par la commune de Lierville quant aux observations et demandes formulées par la DDT et le SDIS ;

Vu le rapport et les propositions en date du 05 avril 2011 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 5 avril 2011 ;

Vu l'avis en date du 5 mai 2011 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 16 mai 2011 ;

Considérant que la société LETICO SN exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;

Considérant que l'accidentologie relative à ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant potentiellement des conséquences graves ;

Considérant que les installations exploitées par la société LETICO SN sont susceptibles de générer des effets au-delà des limites de propriété du site ;

Considérant que l'étude de dangers jointe à la demande d'autorisation susvisée fait état de phénomènes dangereux repris en annexes du présent arrêté dont les zones d'effets potentiels pour la santé des tiers débordent des limites de propriété de l'exploitant et que celles-ci doivent être prises en compte pour la maîtrise de l'urbanisation ;

Considérant que les terrains impactés par les risques technologiques générés par la société LETICO SN tels qu'ils sont définis dans son étude de dangers sont compatibles avec l'usage des sols défini dans les documents d'urbanisme en vigueur sur la commune de Lierville ;

Considérant que les silos du site de la société LETICO SN possèdent un environnement dont la vocation est définie par le P.O.S. de Lierville ;

Considérant que les documents d'urbanisme opposables aux tiers, en l'espèce le P.O.S. de la commune de Lierville autorise, dans la zone UI où se situe la société LETICO SN, les constructions et installations à usage industriel, commercial, artisanal ou d'entrepôt soumises ou non à déclaration ou à autorisation, dans la mesure où il n'en résulte pas pour le voisinage des dangers ou nuisances occasionnés par les émanations d'odeurs, de fumée ;

Considérant que le P.O.S. de la commune de Lierville autorise également des installations, ouvrages ou constructions à usage d'activités agricoles ou agroalimentaires..., l'extension ou la modification des installations existantes, classées ou non, dans la mesure où elles ne créent pas de dangers ou nuisances supplémentaires ;

Considérant que le guide de l'état de l'art sur les silos préconise la réduction, autant que possible, des volumes pouvant contenir de la poussière inflammable ;

Considérant que les compléments apportés par l'exploitant, pour justifier qu'il n'y aura pas de dangers supplémentaires, sont satisfaisants au regard du fait qu'il n'y aura pas de nouvelles constructions mais une augmentation de la quantité de produits stockés ce qui aura pour effet une diminution du volume que pourrait occuper la poussière inflammable source d'explosion dans les silos telle que préconisée par le guide de l'état de l'art sur les silos ;

Considérant que les éléments de l'étude de dangers, en l'occurrence les modélisations d'explosion effectuées ainsi que les zones d'effets qui en découlent avant et après passage du régime de la déclaration au régime de l'autorisation sont strictement identiques ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L.512-3 du code de l'environnement, d'imposer toutes les conditions d'installation et d'exploitation de l'établissement, prenant en compte les observations et avis émis lors des enquêtes publique et technique, et de nature à assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

Sous réserve des droits des tiers et du strict respect des conditions et prescriptions jointes en annexes, la société LETICO SN est autorisée à exploiter des installations de stockage de céréales, d'engrais et de produits agropharmaceutiques sur la commune de Lierville.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté est délivré sans préjudice des dispositions du code de travail, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs. Tous renseignements utiles sur l'application de ces règlements peuvent être obtenus auprès de l'inspecteur du travail.

ARTICLE 3 :


En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le pétitionnaire et de un an à compter de l'affichage pour les tiers.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Lierville, le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

25 JUL. 2011

Patrick Cousinard, le
et par délégation,
le secrétaire général, absent
le Sous-Maire de Lierville



Patrick COUSINARD

Destinataires :

Monsieur le directeur de la société LETICO SN ;

Monsieur le maire de Lierville ;

Monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie ;

Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement ;

Monsieur l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Monsieur le directeur de l'Agence Régionale de Santé ;

Monsieur le directeur départemental des territoires/SAUE ;

Monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

ANNEXES

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	7
CHAPITRE 1.1 : NATURE DES INSTALLATIONS.....	7
CHAPITRE 1.2 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	10
CHAPITRE 1.3 : DUREE DE L'AUTORISATION.....	10
CHAPITRE 1.4 : TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES (TGAP).....	10
CHAPITRE 1.5 : PERIMETRE D'ELOIGNEMENT.....	10
CHAPITRE 1.6 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE.....	11
CHAPITRE 1.7 : OBLIGATION DE L'EXPLOITANT.....	11
CHAPITRE 1.8 : ARRETES COMPLEMENTAIRES.....	12
CHAPITRE 1.9 : CONDITIONS GENERALES DE L'ARRETE PREFECTORAL.....	12
CHAPITRE 1.10 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS.....	12
CHAPITRE 1.11 : REGLEMENTATION GENERALE / ARRETES ET CIRCULAIRES MINISTERIELS.....	12
CHAPITRE 1.12 : RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS.....	13
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	14
CHAPITRE 2.1 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	14
CHAPITRE 2.2 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE.....	15
CHAPITRE 2.3 : ACCIDENTS - INCIDENTS.....	15
CHAPITRE 2.4 : CONTROLES.....	15
CHAPITRE 2.5 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	15
CHAPITRE 2.6 : HYGIENE ET SECURITE.....	17
CHAPITRE 2.7 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	17
CHAPITRE 2.8 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	19
CHAPITRE 2.9 : MOYENS DE PROTECTION ET D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS.....	21
CHAPITRE 2.10 : PREVENTION DES RISQUES LIES AUX APPAREILS DE MANUTENTION.....	27
CHAPITRE 2.11 : TRAITEMENT DES POUSSIÈRES.....	29
TITRE 3 - AMENAGEMENT - IMPLANTATION	30
CHAPITRE 3.1 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE.....	30
CHAPITRE 3.2 : VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES.....	30
CHAPITRE 3.3 : PROTECTION CONTRE LA Foudre.....	30
CHAPITRE 3.4 : VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES.....	30
TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	31
CHAPITRE 4.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	31
CHAPITRE 4.2 : REJETS ATMOSPHERIQUES.....	32
TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	33
CHAPITRE 5.1 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	33
CHAPITRE 5.2 : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	33
CHAPITRE 5.3 : TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	34
TITRE 6 - DÉCHETS	36
CHAPITRE 6.1 : PRINCIPES DE GESTION.....	36
TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	38
CHAPITRE 7.1 : DISPOSITIONS GENERALES.....	38
CHAPITRE 7.2 : NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	38
TITRE 8 - ECHEANCES	39
TITRE 9 - TABLEAU DES PHENOMENES DANGEREUX	40
TITRE 10 - RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'URBANISME	43
TITRE 11 - ZONES DES EFFETS THERMIQUES, DES EFFETS DE SURPRESSION ET DES EFFETS TOXIQUES	44

25 JUL 2011

**ANNEXE 1 DE L'ARRÊTÉ PREFECTORAL DU
AUTORISANT LA SOCIÉTÉ LETICO SN A EXPLOITER DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE
DE CEREALES, D'ENGRAIS ET DE PRODUITS AGROPHARMACEUTIQUES
(PHYTOSANITAIRES) SUR LA COMMUNE DE LIERVILLE**

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 : NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.1.1. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions du présent paragraphe sont applicables à l'ensemble du site. Le site comprend les installations suivantes mentionnées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

N° rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité maximale	Régime
2160-1a	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : 1.a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	Volume total : 16 250 m ³	A
1331-I 1331-II	I et II – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium... La quantité totale d'engrais... étant : c) supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1250 t	Quantité totale : 1200 t	DC
1331-III	III – Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I ou II... La quantité totale d'engrais étant inférieure à 1250 t	Quantité totale : 1200 t	NC
2515-2	Broyage, concassage, criblage, ensachage... 2. Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 40 kW mais inférieure à 200 kW	Puissance installée : 45 kW	D
2175	Dépôt d'engrais liquide en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3000 l, 2. la capacité totale est inférieure à 100 m ³	Volume total : 95 m ³	NC

A = Autorisation ; DC = Déclaration avec Contrôle périodique ; D = Déclaration ; NC = Non classé

ARTICLE 1.1.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Le site de la société LETICO SN est situé à Lierville au Carrefour Le Branchu et au lieu-dit « La Frette » en zone UI (zone d'activités) du P.O.S. de Lierville approuvé le 26 février 2002. L'emprise au sol de l'ensemble des constructions est d'environ 7100 m² sur 21 000 m² de terrain.

ARTICLE 1.1.3. NATURE DES PRODUITS STOCKES

Le site dispose d'installations de stockage de céréales, d'installations de stockage d'engrais liquides et d'engrais solides et d'installations de stockage de produits agropharmaceutiques (phytosanitaires). Ces stockages sont répartis dans un seul corps de bâtiment divisé en 4 halls :

- hall 1 : stockage d'engrais classés à la rubrique 1331-III de la nomenclature des installations classées et un atelier de mélange d'engrais ;
- hall 2 : stockage d'engrais classés aux rubriques 1331-I et 1331-II de la nomenclature des installations classées ;
- hall 3 : stockage à plat de céréales ;
- hall 4 : stockage à plat de céréales.

ARTICLE 1.1.4. DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Article 1.1.4.1. Installations de stockage d'engrais

1.1.4.1.1 Engrais solides

Les engrais solides sont stockés dans les halls 1 et 2. Ces deux zones de stockage sont séparées par un mur en parpaings de 20 cm sur toute la hauteur du bâtiment.

• Hall 1

Le hall 1 est divisé en deux parties, la zone la plus au nord est composée de cases délimitées par des structures béton amovibles où sont stockés les engrais en vrac ou en big bags appelés produits finis (rubrique 1331-III) ; dans la zone la plus au sud sont stockés les engrais en vrac dits matières premières qui seront utilisés dans le cadre des mélanges effectués dans ce hall.

HALL 1	Hauteur du bâtiment au faitage	10 m
	Largeur du bâtiment	25 m
	Longueur du bâtiment	69 m
	Hauteur pied de ferme	6,5 m
	Surface au sol	1725 m ²
	Volume libre	6825 m ³
	Toiture	Fibrociment et plaques translucides sur charpente métallique
	Mur façade est sur 43 m et le pignon sud	Parpaings
	Mur façade est sur 26 m et le pignon nord	Mur en béton sur 2 m de hauteur prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau.
	Séparations intérieures	Mur en parpaings prolongé de bardage métallique simple peau.
	Ventilation	Naturelle
Equipements	Emetteur, tamiseur, 6 trémies peseuses, tapis d'alimentation, vis mélangeuse, vis de chargement.	

• Hall 2

Le hall 2 tout comme le hall 1 est aussi séparé en deux parties : la partie nord est réservée aux ammonitrates en big bags et le reste du hall est constitué de cases séparées par des structures mobiles en béton pour le stockage des engrais. Il sera stocké sur le site des ammonitrates 27 uniquement en big bags (rubrique 1331-I), les autres types d'engrais NPK et NP seront stockés en vrac ou en conditionnement (rubrique 1331-II). Les chlorures et les engrais à base de chlore ne seront pas stockés sur le site.

Les équipements de manutention sont constitués d'une sauterie mobile et d'un chariot élévateur avec godets et équipé pour la manutention des big bags.

HALL 2	Hauteur du bâtiment au faitage	10 m
	Largeur du bâtiment	22 m au sud et 15 m au nord
	Longueur du bâtiment	75 m
	Hauteur pied de ferme	6,5 m
	Surface au sol	1335 m ²
	Volume libre	1200 m ³
	Toiture	Fibrociment et plaques translucides sur charpente métallique
	Mur en façade est et pignon nord	Mur en béton sur 2 m de hauteur prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau
	Pignon sud	Bardage simple peau
	Séparations intérieures avec la partie sud du hall 1 et avec le hall 3	Mur en béton sur 2 m de hauteur prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau
	Ventilation	Naturelle
	Equipements	Sauterelle mobile, chariot élévateur avec godet pour la manutention des big bags

1.1.4.1.2 Engrais liquide

L'engrais liquide est stocké dans une cuve métallique de capacité totale de 95 m³ placée sur une rétention de 100 m³ pouvant ainsi recueillir la totalité du réservoir. Le réservoir dispose de jauge de niveau et d'évents. Des vannes de sectionnement sont placées sur les tuyauteries de remplissage et de vidange. A proximité de la cuve d'engrais liquide on a une plate forme de dépotage et de distribution ceinturée par un caniveau protégé par des caillebotis perforés permettant de recueillir les éventuels déversements.

Article 1.1.4.2. Installations de stockage de céréales

Les halls 3 et 4 sont utilisés pour le stockage de céréales. Ils sont séparés par un mur en béton sur 2 m de hauteur, prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau.

C'est un silo plat avec, à l'extérieur des cellules, un élévateur à godets de 200 t/h (E1) et un accès aux boisseaux et aux bandes transporteuses d'alimentation des silos de 200 t/h.

L'ensemble de stockage de céréales comportera les 2 halls de stockage à fond plat de 16250 m³ (H3 et H4), une passerelle sous toiture, 3 boisseaux de stockage de 84 t (B1, B2 et B3) avec un transporteur à chaîne de 200 t/h (TC3) et une fosse de réception vrac de 34 m³.

Les halls 3 et 4 ne comportent pas de galerie sous cellules. La température dans la masse de grains est contrôlée par une canne pyrométrique manuelle. Les halls sont munis de gaines de ventilation posées sur le sol et distantes les unes des autres de 12 m. Les dispositions constructives des 2 halls sont sensiblement identiques.

Installation	Capacité	Description	Dispositions constructives communes
HALL 3	Tonnage cumulé : 18 000 tonnes Hall 3 et Hall 4	Longueur 75 m Largeur 26 m Surface au sol 1950 m ² Hauteur pied de ferme 6,5 m Hauteur au faitage 10 m Volume libre 16 088 m ³	<ul style="list-style-type: none"> Ossature et charpente métallique Toiture constituée de plaques en fibrociment et panneaux translucides non gouttant. Cloisonnements intérieurs entre hall 3 et 4 et entre hall 2 et 3 : mur en béton sur 2 m de hauteur, prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau. Parois extérieures : pour le pignon sud on a un bardage simple peau pour la façade Est et pour le pignon nord on a un mur en béton sur 2 m de hauteur prolongé d'un mur en parpaings qui atteint le dessous des pieds de ferme et le reste est comblé par un bardage métallique simple peau.
HALL 4		Longueur 75 m Largeur 25 m Surface au sol 1875 m ² Hauteur pied de ferme 6,5 m Hauteur au faitage 10 m Volume libre 15 468 m ³	

ARTICLE 1.1.5. ALIMENTATION EN EAU DU SITE

L'eau utilisée sur le site provient du réseau public, elle sert aux usages domestiques (eau potable, eau sanitaire) et aux usages industriels tels que le lavage des sols. La consommation annuelle d'eau du site est de 30 m³.

CHAPITRE 1.2 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objets du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les autres réglementations en vigueur.

CHAPITRE 1.3 : DUREE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.4 : TAXE GENERALE SUR LES ACTIVITES POLLUANTES (TGAP)

La présente autorisation donne lieu à la perception de la TGAP, due lors de la délivrance d'une autorisation au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement, prévue par les articles 266 notamment sexies -I-8-a et septies 8-a du code des douanes.

CHAPITRE 1.5 : PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes. Les locaux administratifs doivent être éloignés des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrégage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées ci-dessus.

Les capacités de stockage et les tours de manutention sont éloignées :

- par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats.
- par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats.

CHAPITRE 1.6 : MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

ARTICLE 1.6.1. : PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. L'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'établissement, lorsqu'il existe, est également joint.

ARTICLE 1.6.2. : MISE A JOUR DE L'ETUDE DE DANGERS

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières. Cette analyse critique est effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à l'approbation du Préfet. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. : EQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. : TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou de déclaration.

ARTICLE 1.6.5. : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le successeur devra faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.6. : CESSATION D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Au moins trois mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant en notifie au Préfet ainsi que les mesures de mise en sécurité du site qu'il propose de mettre en œuvre lors de cet arrêt conformément aux dispositions de l'article R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.7 : OBLIGATION DE L'EXPLOITANT

L'exploitant respecte les distances et les types d'occupation. En particulier, il n'affecte pas les terrains situés dans l'enceinte de son établissement à des modes d'occupation contraires. L'exploitant transmettra au Préfet les éléments nécessaires à l'actualisation des documents visés à l'article R.512-6 du code de l'environnement. Ces éléments porteront sur :

- les modifications notables susceptibles d'intervenir à la périphérie de ses installations ;
- les projets de modifications des installations.

CHAPITRE 1.8 : ARRETES COMPLEMENTAIRES

Dans le cas où l'exploitant ne se conformerait pas aux conditions imposées ou à celles qui pourraient lui être prescrites ultérieurement par des arrêtés complémentaires, pris en conformité de l'article R.512-31 du code de l'environnement, la présente autorisation pourrait être suspendue.

CHAPITRE 1.9 : CONDITIONS GENERALES DE L'ARRETE PREFECTORAL

Le présent arrêté ne saurait être opposable à l'Administration en cas de refus d'autorisation à un autre titre. L'exploitant affiche en permanence, de façon visible et lisible, à l'entrée de l'établissement un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises.

Les prescriptions conditionnant l'autorisation s'appliquent également aux installations de l'établissement susvisé qui, bien que non classables au regard de la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

Les installations sont conçues de manière à limiter les nuisances de toutes natures ainsi que les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective à la source et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées. Leur exploitation est conduite de manière à éviter de telles émissions dans l'environnement.

Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées en cas d'inobservation des prescriptions conditionnant la présente autorisation, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'Environnement.

CHAPITRE 1.10 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 1.11 : REGLEMENTATION GENERALE / ARRETES ET CIRCULAIRES MINISTERIELS

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/2008	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
17/10/2007	Arrêté du 17 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1331
22/06/2007	Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO ₅

06/07/2006	Arrêté du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1331
29/09/2005	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation
07/07/2005	Arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs
29/07/2005	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
29/03/2004	Arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/01/1994	Arrêté du 10 janvier 1994 concernant les engrais simples solides à base de nitrates (ammonitrates, sulfonitrates...) correspondant aux spécifications de la norme NFU 42.001 (ou à la norme européenne équivalente) ou engrais composés à base de nitrates (stockage de)
10/07/1990	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées
31/03/1980	Arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion
13/03/2007	Circulaire du 13 mars 2007 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié

D'autre part, les installations visées au tableau de l'article 1.1.1 du présent arrêté et relevant du régime de la déclaration, sont aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales applicables dont elles relèvent, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.12 : RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. : OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

L'exploitant met en place des consignes et des procédures d'intervention régissant l'exploitation des installations et notamment les vérifications à réaliser avant la mise en route des installations, l'entretien et la maintenance, les modalités d'intervention en cas d'anomalie de fonctionnement...

Seul le personnel ayant suivi une formation adéquate est autorisé à manipuler des produits présentant des risques.

Les consignes de sécurité sont affichées en permanence dans les cellules ou bâtiments de stockage et les locaux techniques. Le personnel habilité à intervenir suit une formation sur la « Sécurité Incendie » et sur le maniement des extincteurs. Des séances de remise à niveau sont organisées tous les ans. Les attestations de formation et de remise à niveau sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Un protocole sécurité est signé avec l'ensemble des fournisseurs du site. Ce protocole rappelle les principales mesures de sécurité à mettre en place et à respecter.

ARTICLE 2.1.2. : FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés et/ou stockés et les risques associés ;
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention ;
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci.

Les documents attestant des formations reçues par le personnel sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.1.3. : RYTHME DE FONCTIONNEMENT

La présence annuelle du personnel sur le site est d'environ 120 jours répartis entre la période de récolte et le reste de l'année. Les horaires du site sont établies selon les besoins d'activité, et le site fonctionne alors de 8 h à 18 h.

Le fonctionnement du site respectera les dispositions de l'arrêté ministériel de 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

CHAPITRE 2.2 : INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage et limiter son impact visuel. A cet effet :

- les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc.) ;
- des écrans de végétation, constitués dans la mesure du possible d'arbres et d'arbustes d'espèces locales, sont plantés ;
- les zones non bâties ou non destinées à un quelconque usage sont au moins végétalisées ;
- les bâtiments et leurs abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus propres et entretenus en permanence.
- les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).
- l'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, etc. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.

CHAPITRE 2.3 : ACCIDENTS – INCIDENTS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, doit être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Un rapport d'accident ou d'incident portant sur les causes, les conséquences sur les personnes et l'environnement ainsi que les mesures prises pour y remédier ou en éviter le renouvellement devra être transmis à l'inspection des installations classées et au Préfet dans la quinzaine suivant la survenue de l'événement.

L'exploitant disposera par ailleurs d'un registre sur lequel seront mentionnés les incidents et accidents survenus sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.4 : CONTROLES

L'inspection des installations classées peut, le cas échéant en utilisant les dispositions de l'article L.514-5 et L.514-8 du code de l'environnement, réaliser ou faire réaliser à tout moment, de manière inopinée ou non, des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, ainsi que des mesures de niveaux sonores ou de vibrations. Les frais de prélèvement, de mesure et d'analyse occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Ces dispositions sont applicables à l'ensemble des installations de l'établissement.

CHAPITRE 2.5 : DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde et l'accès aux données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres sont conservés durant 5 années au minimum sur le site.

CHAPITRE 2.6 : HYGIENE ET SECURITE

L'exploitant devra observer les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, telles qu'elles sont définies dans le code du travail. En particulier, pour son site de Lierville, l'exploitant met à la disposition du personnel des dispositifs d'alarmes automatiques pour travailleur isolé. De plus, pour la circulation en toiture, la mise en place de garde corps permanent intégrés à l'ouvrage devra être privilégié quelque soit la fréquence des interventions.

Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'Inspection du Travail pour l'application de ces règlements.

CHAPITRE 2.7 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 2.7.1. : CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.

Les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 2.7.2. : CONTRÔLE DES ACCÈS

Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès.

Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.

ARTICLE 2.7.3. : SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS

Le site est clôturé, les portes des bâtiments fermées à clef en dehors des périodes d'ouverture. Des dispositions seront prises afin que le site soit accessible en permanence aux services de secours en cas de sinistre. Celles-ci seront mentionnées dans le plan d'intervention.

ARTICLE 2.7.4. : BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et installations sont réservés à usage strictement industriel, ils ne sont ni occupés, ni habités par des tiers et seront entretenus en permanence. Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation de celui-ci.

Les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation, doivent être constituées de matériaux permettant de réduire les risques de propagation d'un incendie au strict minimum.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie d'un local à un autre.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

ARTICLE 2.7.5. : VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des boucles d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants.

Les dispositions nécessaires sont prises afin d'éviter la propagation d'un incendie. Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers des installations.

L'évacuation des fumées se fait au travers d'ouvrants de surface totale minimale représentant 1 % de la surface totale de la couverture des bâtiments sauf pour les bâtiments de stockage d'engrais où cette surface est portée à 4%.

ARTICLE 2.7.6. : ENTRETIEN DES LOCAUX

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 2.7.7. : INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique (permis de feu,...).

ARTICLE 2.7.8. : PERMIS DE FEU

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux. Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat. Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu ;
- la durée de validité et la nature des dangers ;
- le type de matériel pouvant être utilisé ;
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.) ;
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

Tous travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.

A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.

Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement, peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.

Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tous travaux ou interventions qu'après avoir obtenu l'accord de l'établissement.

En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure :

- en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations ;
- à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.

Les différents types d'intervention mentionnés ci-dessus feront l'objet de traçabilité de la part de l'exploitant (report dans un registre, etc.). Ces documents seront conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.7.9. : UTILITÉS DESTINÉES À L'EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

CHAPITRE 2.8 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 2.8.1. : ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.8.2. : ETIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'établissement ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles s'il y a lieu, de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Il sera placé à proximité des zones de stockage de matières dangereuses, des panneaux réglementaires indiquant le code danger et le numéro d'identification des produits de façon très lisible.

ARTICLE 2.8.3. : RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité des bacs de rétention associés est au moins égale à :

- la capacité totale des récipients si celle-ci est inférieure à 250 litres ;
- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.

Le dispositif de rétention est étanche aux produits qu'il pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et doit pouvoir être contrôlé à tout moment. Il en est de même pour son éventuel système d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les dispositifs de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception du dispositif de rétention est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques. Les eaux récupérées dans ces rétentions sont éliminées en tant que déchets dans des filières spécialisées.

ARTICLE 2.8.4. : RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que les autres substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.

ARTICLE 2.8.5. : CANALISATIONS DE FLUIDES

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être, devront être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles devront être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement devront être aériennes. Les canalisations de fluides devront être repérées par des couleurs conventionnelles (norme NF X 08.100) maintenues en bon état, ou par un système d'étiquetage d'efficacité équivalente permettant leur repérage immédiat.

ARTICLE 2.8.6. : RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2.8.7. : TRANSPORTS – CHARGEMENTS – DECHARGEMENTS

L'exploitant est tenu de vérifier, lors des opérations de chargement / déchargement, que le conducteur du véhicule a une formation suffisante et possède les autorisations et titres de transport prévus par les réglementations en vigueur.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts,...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés soient conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

ARTICLE 2.8.8. : ELIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

ARTICLE 2.8.9. : RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement notamment des produits absorbants, des kits de secours,...

CHAPITRE 2.9 : MOYENS DE PROTECTION ET D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 2.9.1. : DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques. Par ailleurs,

- l'emplacement et l'accès des coupures générales d'énergie (GDF, EDF, etc.) sont signalés ;
- à proximité des zones de stockage de matières dangereuses sont placés des panneaux réglementaires indiquant le code danger et le numéro d'identification des produits ;
- les stockages de matières dangereuses liquides sont placés dans des bacs de rétention de dimensions réglementaires ;
- en cas de sinistre, les portes des bâtiments fermées à clé doivent pouvoir être ouvertes facilement sans clé ;
- les poteaux incendie ou bornes incendie doivent pouvoir être utilisés sans danger par le personnel d'incendie et de secours ;
- l'exploitant devra vérifier, selon une fréquence qu'il aura défini, le fonctionnement effectif, l'accessibilité et le remplissage de la réserve incendie, propriété de la commune de Lierville et mise à la disposition du site ;
- un plan d'intervention soumis à l'avis du DDSIS est réalisé en collaboration avec le centre de secours de CHAUMONT-EN-VEXIN dans les 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2.9.2. : MOYENS DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site.

Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an.

L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication ;
 - * des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - * des mesures de protection définies à l'article 10 de l'AM du 29 mars 2004 modifié ;
 - * des moyens de lutte contre l'incendie ;
 - * des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours,
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- et le cas échéant la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Le personnel spécialement formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site. Le personnel saisonnier est formé au respect et à l'application des consignes de sécurité.

Le site dispose à minima des structures et des équipements suivants :

- des extincteurs de type poudre polyvalente ABC de 9 kg et d'extincteur à l'anhydride carbonique de 5 kg répartis sur l'ensemble du site et répondant à la règle R4 de l'APSAD ;
- une réserve d'eau incendie réalimentée de 250 m3 minimum disposant de 2 aires d'aspiration permettant l'alimentation des engins de secours ;
- une détection incendie et une détection NOx disposant d'une alimentation électrique de secours qui permettra un maintien de la sécurité et signalera la perte d'alimentation à distance ;
- une colonne sèche ;
- des alarmes techniques avec report des signaux dans les bureaux d'exploitation ou sur les moyens de communication du gestionnaire du site.

ARTICLE 2.9.3. : DISPOSITIFS DE PREVENTION PARTICULIERS AU NIVEAU DES STOCKAGES

Article 2.9.3.1. Dispositifs de prévention contre un incendie au niveau du stockage de céréales

Afin de limiter la propagation de l'incendie au niveau des stockages de céréales et d'oléagineux, l'exploitant devra mettre en place les mesures suivantes :

- nettoyage régulier des silos pour éviter les accumulations de poussières ;
- mise en place de consignes d'exploitation réglementant l'utilisation de points chauds avec les permis de feu ;
- contrôle de l'humidité des grains avant ensilage ;
- maintenance préventive des engins de manutention ;
- contrôle périodique des installations électriques ;
- contrôle de la température dans la masse des grains par canne pyrométrique et enregistrement.

Article 2.9.3.2. Dispositifs de prévention contre une explosion au niveau des silos plats de stockage

Pour limiter les effets d'une explosion au niveau des stockages de céréales et d'oléagineux :

- la toiture des halls est complètement éventable ;
- l'éclairage artificiel est sous enveloppe protectrice à minima IP65 ;
- la limitation des véhicules de manutention dans les bâtiments doit figurer dans les consignes de sécurité : un seul véhicule à la fois dans les bâtiments de stockage.

Par ailleurs, l'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer le personnel à la flamme sortant des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces ne sont pas orientées vers des voies de communication ; elles sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique démontrée.

Article 2.9.3.3. Dispositifs de prévention contre une décomposition du stockage d'engrais

Pour réduire la probabilité d'occurrence d'un tel accident, l'exploitant met en place les mesures listées ci-après pour limiter les effets de la décomposition des engrais :

- séparation physique entre les stockages vrac d'engrais ternaires et les ammonitrates ;
- mise en place de cloisons mobiles en béton pour séparer les tas d'engrais en vrac ;
- les rebuts d'engrais sont stockés à l'écart dans des conditions garantissant leur sécurité ;
- lance auto propulsive placée à proximité du bâtiment de stockage des engrais ;
- interdiction d'introduire du bois pour créer des séparations entre les tas ;
- interdiction de stockage et d'emploi des chlorures sur le site ;
- interdiction d'entreposer même temporairement des palettes, des hydrocarbures (huiles...) ou des matières cellulosiques dans les zones de stockage d'engrais ;
- détection incendie et détection des NOx dans les Halls de stockage d'engrais reportée vers les téléphones du siège de la société à GISORS ou sur les portables des responsables opérationnels ;
- interdiction de la présence de véhicules dans les bâtiments pour des opérations de chargement et de déchargement hormis les engins de manutention à conducteur porté (un seul véhicule à la fois) ;
- nettoyage régulier des halls après vidange ;
- entretien régulier des équipements de protection ;
- éclairage artificiel sous enveloppe protectrice à minima IP55 ;
- interrupteur général à l'extérieur du bâtiment de stockage d'engrais ;
- le sol en ciment du bâtiment ne doit pas présenter de cavités, pas de caniveaux dans le bâtiment ;
- la surface des exutoires de fumées (naturelles, passives ou actives avec commande) situées dans les deux tiers inférieurs des murs, doit représenter à minima 4% de la surface utile du bâtiment.

ARTICLE 2.9.4. : MESURES VISANT A EVITER UN AUTO-ECHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Le suivi thermométrique sera géré par système informatique avec des mesures permanentes de la température des céréales via des sondes fixes au niveau de toutes les cellules. Les sondes fixes seront disposées à plusieurs niveaux dans les cellules et disposeront chacune à minima de deux seuils d'alarme avec report d'alarme sur le poste de pilotage. Le site disposera, par ailleurs, de sondes thermométriques mobiles qui permettront de suivre la température des grains avant et après ensilage

Le synoptique de gestion de la température se trouve au niveau du bureau d'exploitation. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours. A cet effet l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que le report d'alarme soit reçu et traité à toute heure.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage. Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

ARTICLE 2.9.5. : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Les équipements et moyens d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ses matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.9.6. : CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Compte tenu de la proximité d'une ligne aérienne HTA, une distance minimale D des conducteurs au dessus du sol est à respecter : $D = H + 5$ mètres (où H est la hauteur de la partie supérieure de l'ouverture de remplissage du silo).

ARTICLE 2.9.7. : CONSIGNES GÉNÉRALES D'INTERVENTION

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des services de secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention ou à défaut de personnel spécialement formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

ARTICLE 2.9.8. : SYSTÈME D'ALERTE INTERNE – PLAN D'INTERVENTION

Le système d'alerte interne et ses différents scénarii sont définis dans un dossier d'alerte. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence notable, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte.

Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

L'exploitant réalise dans les six (6) mois à compter de la date de notification du présent arrêté, un plan d'intervention en collaboration avec le centre de secours de CHAUMONT-EN-VEXIN et le soumet au DDSIS pour avis. Un exemplaire est transmis aux services de secours.

Le plan d'intervention définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident, en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Le plan est mis à jour en tant que de besoin et notamment avant chaque modification notable. Ce plan sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 2.9.9. : SCENARI D'ACCIDENTS

Les plans représentant les zones et distances d'effet résultant des scénarii d'accidents figurant au dossier de l'exploitant sont annexés au présent arrêté.

CHAPITRE 2.10 : PREVENTION DES RISQUES LIES AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

<i>Equipements et structures</i>	<i>Systèmes de sécurité</i>	<i>Dispositifs</i>	<i>Procédures d'urgence</i>
Fosse de réception	Grilles de retenue des corps étrangers	Consignes et surveillance par le personnel du silo	---
Elévateur	Contrôleur de température Contrôleur de déport de sangle Sangle anti-statique Courroies de transmission anti-statique Tresse de mise à la terre Equipotentialité électrique		Renvoi au synoptique de l'armoire de commande. Arrêt d'urgence
Transporteur à chaîne	Contrôleur de température (relais thermique) Contrôleur de rotation Volet de sécurité Sonde de bourrage Capotage de la chaîne Events sur capotage Tresse de mise à la terre Equipotentialité électrique	---	
Transporteur à bande	Contrôleur de déport de bandes Bande anti-statique Bande anti-feu Tension contrepoids Contrôleur de température Contrôleur de rotation Sonde de bourrage Câble d'arrêt d'urgence Mise à la terre Equipotentialité électrique		
Boisseaux de chargement	Contrôle de niveau haut Mise à la terre Equipotentialité électrique		

Une maintenance préventive des équipements devra être réalisée au minimum une fois par an ou planifiée en fonction des anomalies détectées. En plus des arrêts d'urgence, tout dysfonctionnement devra entraîner l'arrêt des installations. Le redémarrage ne pourra se faire qu'après acquittement du défaut.

Tous les transporteurs et élévateurs sont capotés et reliés à la terre. Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident et acquittement du défaut.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.11 : TRAITEMENT DES POUSSIÈRES

Les aires de chargement et de déchargement sont situées à l'extérieur des bâtiments de stockage mais protégées des intempéries. Les aires de réception sont soumises à la ventilation naturelle. Les fosses de ces aires disposent de grilles. L'exploitant met en place une procédure de nettoyage concernant les aires de chargement et de déchargement et le reste des silos suivant un planning pour chaque type de zone.

Le nettoyage sera réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration industrielles. L'usage de balais ou d'air comprimé est formellement interdit.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés serviront à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement. En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage. Le système de filtration des poussières est sous aspiration et asservi au fonctionnement du silo, il dispose d'un contacteur de niveau et d'une mise à la terre.

TITRE 3 – AMENAGEMENT – IMPLANTATION

CHAPITRE 3.1 : INSTALLATIONS ELECTRIQUES – MISE A LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations,...) sont reliées à une prise de terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

CHAPITRE 3.2 : VERIFICATION PERIODIQUE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

Les non conformités susceptibles d'accroître les risques d'accident ou d'aggraver les risques en cas d'accident détectés sur les installations électriques font l'objet d'une réparation immédiate.

De façon générale toutes les non conformités devront être réparées et seront suivies d'un nouveau contrôle permettant de vérifier la bonne réalisation des réparations. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises et tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de contrôle annuel des installations électriques.

CHAPITRE 3.3 : PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

La protection des installations contre les effets de la foudre doit être faite conformément aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

Les équipements de protection prévus dans le dossier de l'exploitant et respectant la réglementation en vigueur sont installés. Le site dispose à minima de :

- d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage ;
- d'un parafoudre de tête de type I au niveau des TGBT.

Les pièces justificatives du respect des différentes prescriptions réglementaires sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 3.4 : VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place à minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration.

Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence déterminée par l'exploitant et à minima annuelle. Lorsqu'une anomalie est détectée, une fiche est rédigée et envoyée au responsable chargé du suivi des installations et qui met en place les actions correctives associées.

En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

TITRE 4 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 4.1 : CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 4.1.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des monuments et à la beauté des sites, est interdite.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les rejets atmosphériques, y compris diffuses.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum leurs durées de dysfonctionnement et d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction et faire face aux variations de débit et de composition des effluents.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité et éliminés dans des centres agréés.

ARTICLE 4.1.2. : POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 4.1.3. : ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 4.1.4. : VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 4.2 : REJETS ATMOSPHERIQUES

ARTICLE 4.2.1. : EMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

L'établissement dispose de systèmes de dépoussiérage qui sont aménagés et disposés de manière à permettre les mesures de contrôle des émissions de poussières dans de bonnes conditions. Leur bon état de fonctionnement est périodiquement vérifié.

Les sources d'émission de poussières telles que les aires de chargement et de déchargement, les équipements de manutention, les ventilateurs d'extraction des cellules..., sont raccordées à ces systèmes de dépoussiérage en vue de respecter les valeurs limites du présent arrêté.

Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les installations de stockage, dépoussiéreurs, etc.).

ARTICLE 4.2.2. : VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DES REJETS ATMOSPHERIQUES

La valeur limite de poussières contenues dans les rejets atmosphériques après traitement est :

- inférieure à 100 mg/m^3 si le flux horaire de poussières rejetées à l'atmosphère est inférieur ou égal à 1 kg/h ;
- inférieure ou égale à 40 mg/m^3 si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h .

Toutes précautions sont prises, lors du chargement ou du déchargement des produits, afin de limiter les émissions diffuses de poussières dans l'environnement.

TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 5.1 : PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 5.1.1. : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'eau utilisée dans l'établissement sera de l'eau du réseau public de distribution d'eau potable pour les besoins domestiques et les petits lavages.

ARTICLE 5.1.2. : PROTECTION DU RÉSEAU D'EAU POTABLE

L'alimentation en eau du site et des différentes installations est munie de dispositifs susceptibles d'arrêter promptement cette alimentation. Ces dispositifs doivent être proches des installations, clairement reconnaissables et aisément accessibles. Les points d'entrée des alimentations provenant du réseau public doivent être munis de dispositifs de disconnexion agréés. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état de fonctionnement.

CHAPITRE 5.2 : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 5.2.1. : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 5.2.2. : PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, débourbeur,...).

ARTICLE 5.2.3. : ENTRETIEN ET SURVEILLANCE DES EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT ET DES RESEAUX DE COLLECTE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Le système d'assainissement non collectif du site sera conforme aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅. Il devra faire l'objet d'un contrôle de conformité par le SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif). Le certificat de conformité sera transmis aux services de l'Agence Régionale de Santé ARS (ex. DDASS).

La fosse toutes eaux devra être vidangée tous les quatre ans et le nettoyage des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures devra être à minima semestriel ou après chaque évènement pluvieux important.

Une surveillance régulière des eaux et sédiments devra être réalisée ainsi qu'un entretien des tranchées drainantes, des fossés et des dispositifs de collecte et de dépollution afin d'assurer un bon fonctionnement des ouvrages lors d'un épisode pluvieux important.

ARTICLE 5.2.4. : ISOLEMENT AVEC LES MILIEUX

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et / ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 5.3 : TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 5.3.1. : IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux usées d'origine domestique ;
- les eaux pluviales de toiture et de voirie ;
- les eaux d'extinction incendie.

ARTICLE 5.3.2. : COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 5.3.3. : LOCALISATION DES POINTS DE REJET VISÉS PAR LE PRÉSENT ARRÊTÉ

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants :

- fossé de décantation de 525 m³ pour les eaux pluviales de voirie et de toiture ;
- fosse toutes eaux du site pour les eaux vanes.

ARTICLE 5.3.4. : CONCEPTION DES EQUIPEMENTS DES OUVRAGES DE REJET

Les dispositifs de rejet des effluents liquides dans le milieu naturel sont conçus de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

ARTICLE 5.3.5. : AMÉNAGEMENT DES EQUIPEMENTS DES OUVRAGES DE REJET

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

ARTICLE 5.3.6. : GESTION DES EAUX POLLUÉES

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 5.3.7. : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX POLLUEES APRÈS ÉPURATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux souillées dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration définies ci- dessous :

- Température : inférieure à 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- Couleur : la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration persistante du milieu récepteur ;
- Hydrocarbures : la teneur en hydrocarbures ne devra pas dépasser 10 mg/l ;
- La concentration en Matières en suspension (M.E.S.) sera inférieure ou égale à 100 mg/l ;
- La concentration en DCO sera inférieure à 125 mg/l ;
- La concentration en DBO₅ sera inférieure à 100 mg/l.

En aucun cas ces concentrations ne seront obtenues par apport d'eau de dilution.

ARTICLE 5.3.8. : EAUX DOMESTIQUES

Le réseau des eaux domestiques est raccordé à la fosse toutes eaux du site. Ces eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux dispositions de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO₅.

ARTICLE 5.3.9. : EAUX PLUVIALES POLLUÉES

Les eaux pluviales de toiture et de voirie sont préalablement traitées par le déboureur / séparateur d'hydrocarbures avant d'être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 5.3.10. : EAUX D'EXTINCTION INCENDIE

Les eaux d'extinction incendie seront récupérées au niveau du site après isolement de celui-ci par la fermeture de la vanne de barrage du déboureur / séparateur d'hydrocarbures. Le volume de confinement disponible pour les eaux d'extinction incendie est de 1200 m³. Ces eaux seront pompées et éliminées dans des filières d'élimination adaptées.

TITRE 6 - DÉCHETS

CHAPITRE 6.1 : PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 6.1.1. : LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son établissement et en limiter la production.

ARTICLE 6.1.2. : SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage sont valorisés autant que possible par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées sont éliminées conformément à la réglementation en vigueur. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément à la réglementation en vigueur de même que les pneumatiques usagés ; ces derniers sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou à des professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, pour du remblaiement, du génie civil ou pour l'ensilage.

ARTICLE 6.1.3. : STOCKAGE DES POUSSIÈRES

Le stockage des poussières récupérées fera l'objet d'une consigne particulière visant notamment à réduire les risques d'incendie et d'explosion. Le stockage des poussières se fera dans des installations parfaitement isolées des cellules de stockage des produits.

ARTICLE 6.1.4. : CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 6.1.5. : DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer, à l'extérieur de son établissement, les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment la commodité du voisinage, la santé et la salubrité publiques. Il s'assure que les installations visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 6.1.6. : DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

ARTICLE 6.1.7. : TRANSPORT

Chaque lot de déchets expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi de déchets dangereux.

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que le conditionnement ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter la réglementation en vigueur relative au transport par route au négoce et au courtage de déchets.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 7.1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1. : AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du Livre V – Titre 1^{er} du code de l'environnement sont applicables.

ARTICLE 7.1.2. : VÉHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7.1.3. : APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 : NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs ci-dessous dans les zones à émergence réglementée :

- + 5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés;
- + 3 dB(A) admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 7.2.2. : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	60 dB(A)	55 dB(A)

Une campagne de mesures permettant d'apprécier le respect des valeurs réglementaires sera réalisée, en période de fonctionnement représentative de l'activité des installations, dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS (ex. DDASS) dans le mois suivant la réception de ces résultats par l'exploitant, accompagnés de commentaires sur les dépassements éventuellement constatés, ainsi que les actions correctives mises en œuvre. Ces mesures seront effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

Par la suite l'exploitant fera réaliser à ses frais selon une périodicité quinquennale, par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées, une mesure des niveaux sonores de son établissement permettant d'apprécier le respect des valeurs limites réglementaires. Ces mesures seront aussi effectuées selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

TITRE 8 – ECHEANCES

Réf.	Rapports / Etudes / Mesures / Analyses / Travaux	Date d'échéance
Chapitre 2.3	Transmettre les rapports d'accident – incident	Dans les 15 jours suivants la survenue de l'évènement
Art. 2.9.6	Etablir les consignes de sécurité	Dans les 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Art. 2.9.7	Etablir les consignes générales d'intervention	
Art. 2.9.8	Etablir un plan d'intervention en collaboration avec le centre de secours de Chaumont-en-Vexin et le soumettre pour avis au DDSIS	Dans les 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
Chapitre 3.2	Vérification des installations électriques	Minimum 1 fois par an
Chapitre 3.3	Installation des dispositifs de protection foudre	Dans les 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
	Vérification complète des dispositifs installés	Dans les 3 mois après l'installation des dispositifs de protection foudre
	Vérification de l'état des dispositifs de protection	Tous les deux ans
Chapitre 3.4	Surveillance du vieillissement des structures	Fréquence à définir par l'exploitant et fiches de surveillance à tenir à la disposition de la DREAL.
Art. 5.2.3	Vérification de la conformité du système d'assainissement non collectif par le SPANC	Dans les 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Transmettre le certificat de conformité à l'ARS et à la DREAL
	Vidange de la fosse toutes eaux	Tous les 4 ans
	Nettoyage du déboureur séparateur d'hydrocarbures	A minima tous les semestres ou après un événement pluvieux important.
	Entretien régulier des tranchées drainantes et des fossés.	---
Art. 7.2.2	Campagne de mesures des niveaux sonores	Dans les 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté
	Surveillance des niveaux sonores	Au moins tous les 5 ans

**ANNEXE 2 DE L'ARRÊTÉ PREFECTORAL DU2011
PORTER A CONNAISSANCE RISQUES TECHNOLOGIQUES**

TITRE 9 – TABLEAU DES PHENOMENES DANGEREUX

Etablissement concerné : Société LETICO SN
Commune : Lierville (60240)
Coordonnées Lambert : Coordonnées Lambert II : X = 566.778 et Y = 2466.511
 Coordonnées Mercator (selon carte) : X = 418.55 et Y = 5450.1

Les informations suivantes sont issues de la demande d'autorisation d'exploiter déposée en juillet 2008.

OBJET : Demande d'autorisation d'exploiter des installations de stockage de céréales, d'oléagineux, d'engrais et de produits phytosanitaires.

L'étude de dangers est fondée notamment sur l'analyse des risques présentés par les installations et leur environnement, sur l'identification des phénomènes dangereux potentiels et sur les modélisations des phénomènes des effets considérés, tels que les effets thermiques, toxiques et de surpression liés au stockage de céréales et d'engrais.

Ces modélisations prennent en compte les valeurs seuils prévues par les dispositions de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

Les scénarii d'accidents développés dans l'étude de dangers du pétitionnaire concernent le stockage de céréales et d'oléagineux et le stockage d'engrais azotés. Trois scénarii ont été étudiés : scénario 1 : incendie au niveau des silos plats (stockages de céréales et d'oléagineux), scénario 2 : explosion au niveau des silos plats et scénario 3 : incendie du hall de stockage des engrais azotés.

Cependant il ne sera tenu compte que du scénario 2 car il découle d'installations classées sous le régime de l'autorisation et dont les effets sortent des limites de propriété. En effet les effets du scénario 1 ne sortent pas des limites de propriété et le scénario 3 concerne une installation classée sous le régime de la déclaration et qui, par ailleurs, ne constitue pas d'événement initiateur pour d'autres phénomènes dangereux.

Tableau récapitulatif des phénomènes dangereux susceptibles de sortir des limites de propriété de l'établissement, devant faire l'objet de recommandations en matière d'urbanisme

⇒ Tableau des phénomènes dangereux ayant un niveau de probabilité de A à D :

N° Scénario	Phénomène dangereux et localisation	Type d'effet	Classe de probabilité	Distances d'effets en mètres à partir du bord des bâtiments de stockage de céréales et d'oléagineux : Halls 3 et 4			
				Létaux significatifs 200 mbar	Létaux 140 mbar	Irréversibles 50 mbar	Bris de vitre 20 mbar
2	Explosion des silos plats	Surpression	D	19 m	23 m	62 m	113 m

Les cases grisées correspondent aux distances d'effet qui sortent des limites de propriété

Les zones sont représentées sur le plan joint en annexe du présent document

Il faut rappeler toutefois que le scénario d'explosion au niveau des stockages de céréales dans les silos plats a été classé par l'exploitant en « modéré » en ce qui concerne la gravité des conséquences sur les personnes exposées aux risques mais avec une probabilité d'occurrence de 10^{-3} c'est-à-dire classe E (possible).

A titre conservatoire, l'inspection des installations classées, conformément aux retours d'expérience dans ce type d'activité, propose une probabilité de 10^{-4} c'est-à-dire classe D pour ce type d'accident. C'est cette probabilité de classe D qui a été reprise dans le tableau ci-dessus.

<i>Effets de surpression</i>	<i>300 mbar</i>	<i>200 mbar</i>	<i>140 mbar</i>	<i>50 mbar</i>	<i>20 mbar</i>
<i>Explosion (distance des effets de surpression à partir du centre de l'explosion)</i>	12 m	19 m	23 m	62 m	113 m
<i>Cibles internes</i>	Halls 3 ou 4	Halls 3 ou 4	Halls 3 ou 4, Hall 2	Halls 1, 2, 3 et 4 Boisseaux et élévateur	Halls 1, 2, 3 et 4 Boisseaux et élévateur Poteau incendie, bureau chef silo
<i>Cibles externes</i>	---	---	---	Champs au sud du site 1 personne pour 2388 m ²	RD 153 Ligne aérienne moyenne tension Société SATEL : 7 personnes Champs : 1 personne pour 8025 m ²
<i>Gravité des effets sur les personnes (cf Fiche 1 de la circulaire DGPR du 10 mai 2010)</i>	---	---	---	1 personne pour 100 ha	1 personne pour 100 ha 1 personne par km exposé par tranche de 100 véhicules / jour

Les cases grisées correspondent aux distances d'effet qui sortent des limites de propriété

Nota : Compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elles engendrent, il convient de rappeler que des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des différents périmètres définis et qu'ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

RAPPEL :

Classes de probabilité :

Les classes de probabilité sont définies de la façon suivante :

- classe de probabilité A pour les "événements courants" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 100 ans ;
- classe de probabilité B pour les "événements probables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 1 000 ans mais moins de 1 fois tous les 100 ans ;
- classe de probabilité C pour les "événements improbables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 10 000 ans mais moins de 1 fois tous les 1 000 ans ;
- classe de probabilité D pour les "événements très improbables" susceptibles de se produire plus de 1 fois tous les 100 000 ans mais moins de 1 fois tous les 10 000 ans ;
- classe de probabilité E pour les "événements possibles mais extrêmement peu probables" susceptibles de se produire moins de 1 fois tous les 100 000 ans.

Zones forfaitaires pour les silos :

L'article 6 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié prévoit que la délivrance de l'autorisation d'exploiter un silo est subordonnée à l'éloignement des capacités de stockage (à l'exception des boisseaux visés par l'article 1^{er} de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié) et des tours de manutention :

- par rapport aux habitations, aux immeubles occupés par des tiers, aux immeubles de grande hauteur, aux établissements recevant du public, aux voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, aux voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour, ainsi qu'aux zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance est alors au moins égale à 1,5 fois la hauteur des capacités de stockage et des tours de manutention sans être inférieure à une distance minimale. Cette distance minimale est de 25 m pour les silos plats et de 50 m pour les silos verticaux.
- par rapport aux voies ferrées sur lesquelles circulent moins de 30 trains de voyageurs par jour et aux voies de communication dont le débit est inférieur à 2 000 véhicules par jour (sauf les voies de desserte de l'établissement). Cette distance est au moins égale à 10 m pour les silos plats et à 25 m pour silos verticaux.

TITRE 10 – RECOMMANDATIONS EN MATIERE D'URBANISME

Les recommandations en matière d'urbanisme correspondant à chaque type d'effet sont graduées en fonction du niveau d'intensité sur le territoire et de la probabilité d'occurrence du phénomène dangereux. Elles sont issues de la circulaire « Porter à connaissance risques technologiques et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées » en date du 4 mai 2007.

Pour les phénomènes dangereux dont la probabilité est A, B, C ou D

Les recommandations sont les suivantes :

- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux significatifs, à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- toute nouvelle construction est interdite dans les territoires exposés à des effets létaux à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence). La construction d'infrastructure de transport peut être autorisée uniquement pour les fonctions de desserte de la zone industrielle ;
- dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ;
- l'autorisation de nouvelles constructions est la règle dans les zones exposées à des effets indirects. Néanmoins, il conviendra d'introduire dans les règles d'urbanisme du PLU les dispositions imposant à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression lorsqu'un tel effet est généré.

Les limites des zones déterminées doivent être clairement identifiables et pourront, le cas échéant, s'appuyer sur une cartographie adaptée, produite, notamment, par les services en charge de l'équipement.

A défaut d'intégration de ces préconisations dans les documents d'urbanisme, les éléments précités constituent une grille d'application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme ou la base d'un PIG.

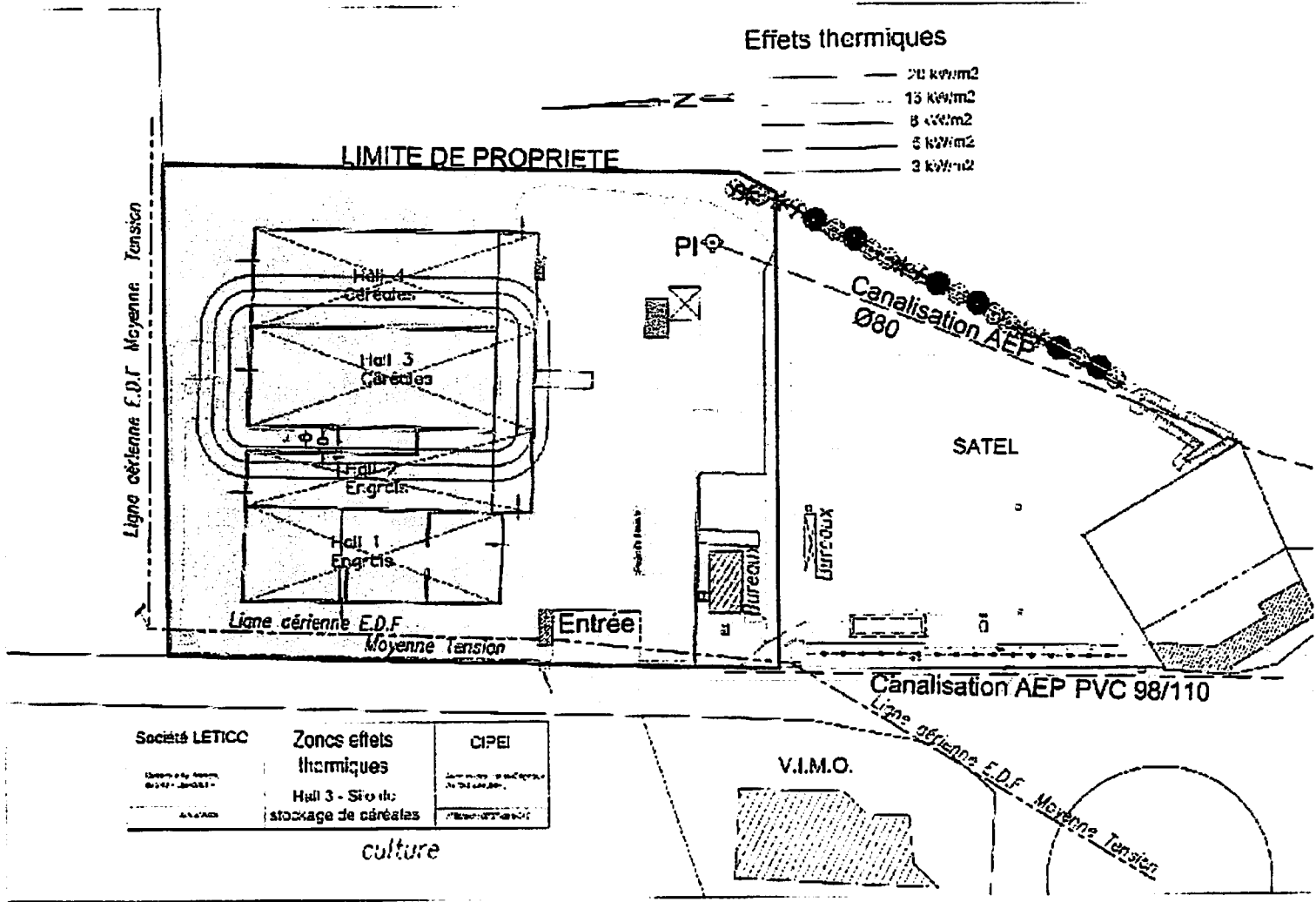
25 JUL 2011

ANNEXE 3 DE L'ARRÊTÉ PREFECTORAL DU2011
ZONES DE DANGERS

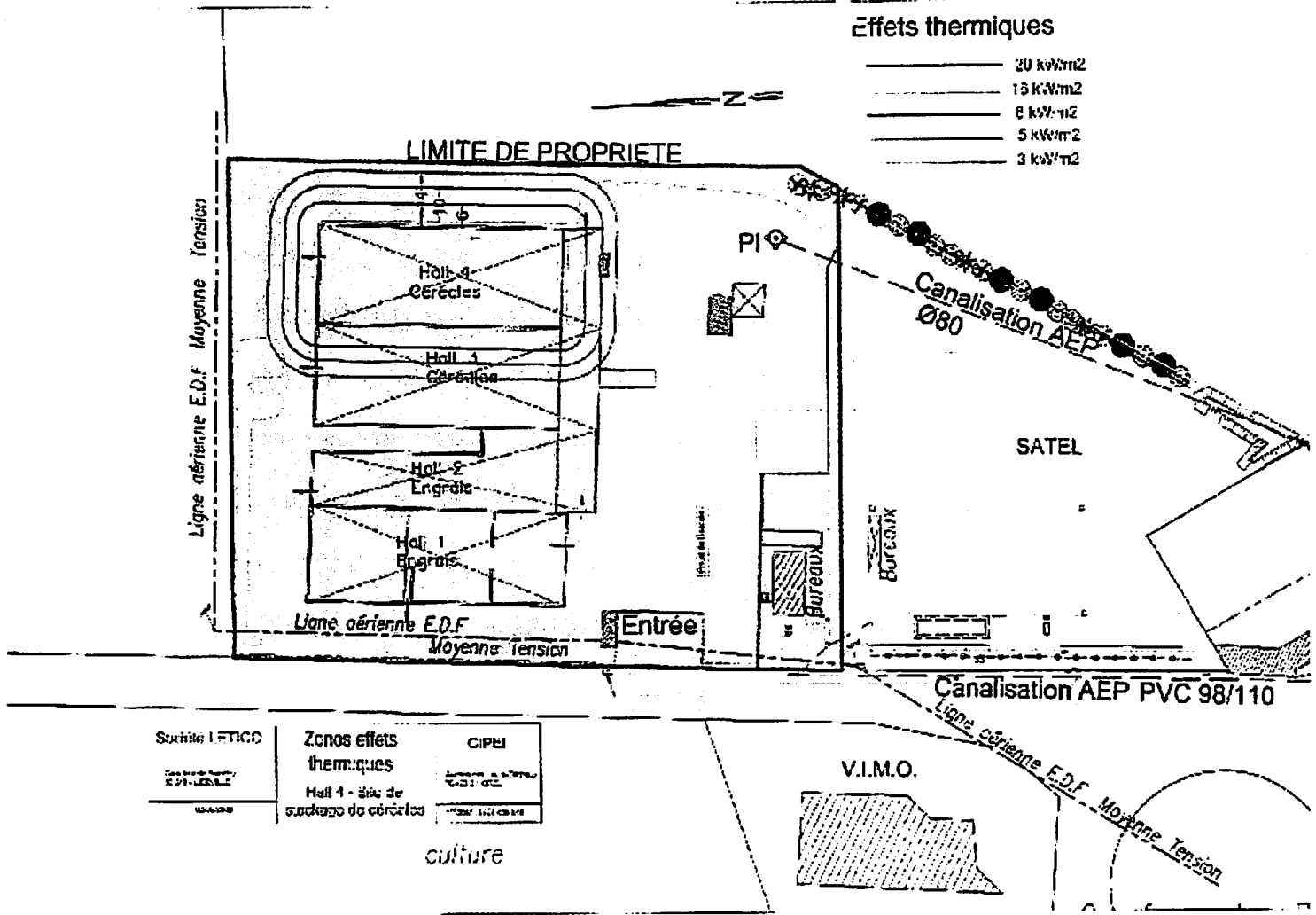
TITRE 11 - ZONES DES EFFETS THERMIQUES, DES EFFETS DE SURPRESSION ET DES
EFFETS TOXIQUES

EFFETS THERMIQUES :

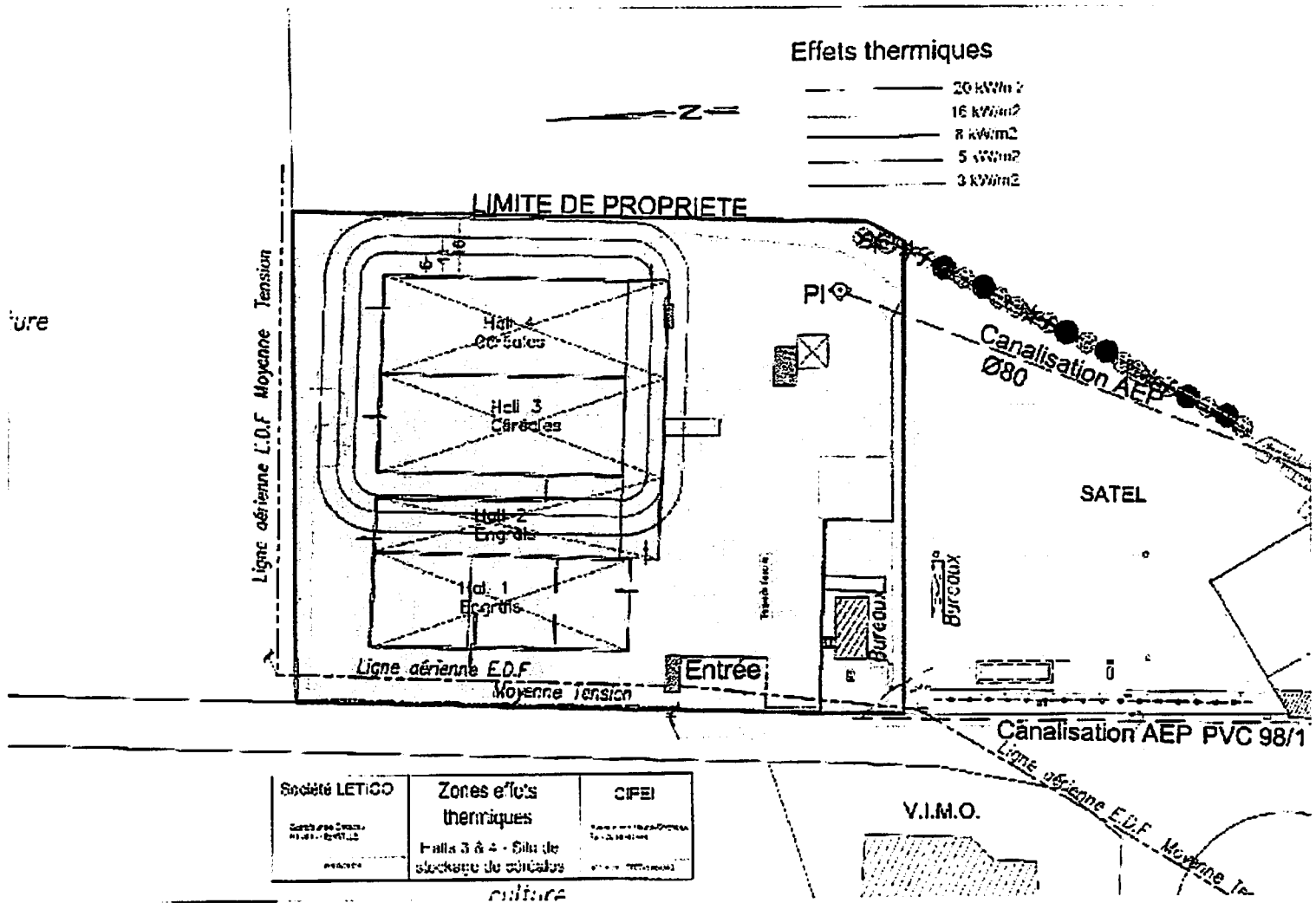
INCENDIE AU NIVEAU DU HALL 3 DE STOCKAGE DE CEREALES ET D'OLEAGINEUX



INCENDIE AU NIVEAU DU HALL 4 DE STOCKAGE DE CEREALES ET D'OLEAGINEUX

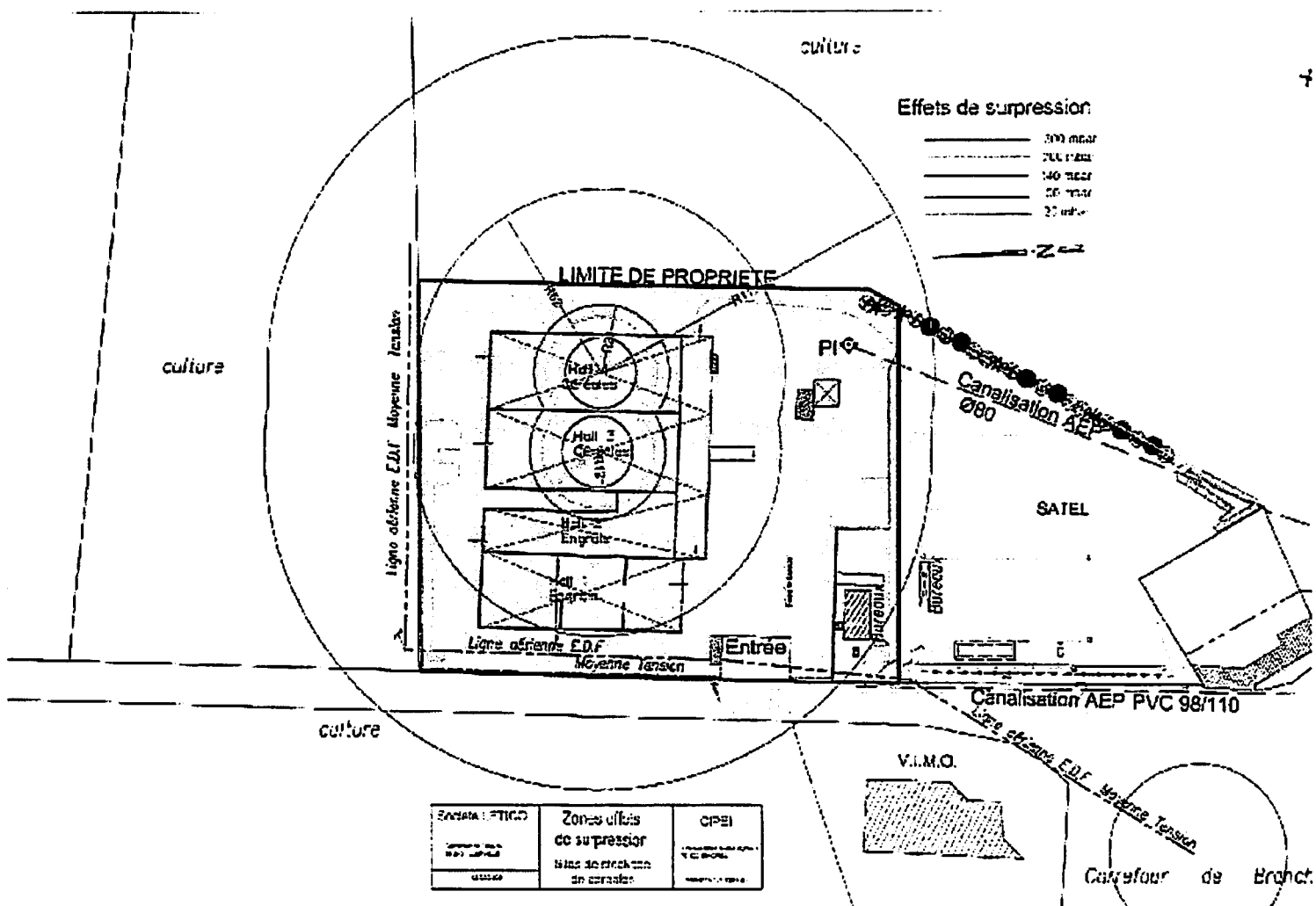


INCENDIE GENERALISE AU NIVEAU DES HALLS 3 ET 4 DE STOCKAGE DE CEREALES ET D'OLEAGINEUX



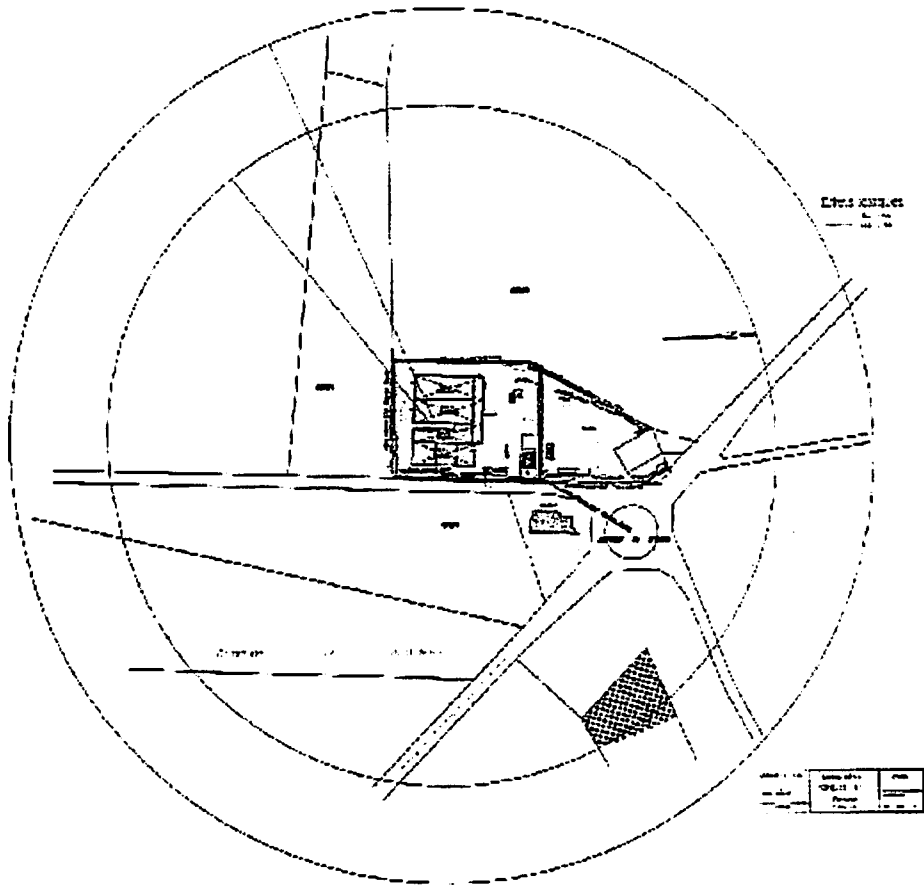
EFFETS DE SURPRESSION :

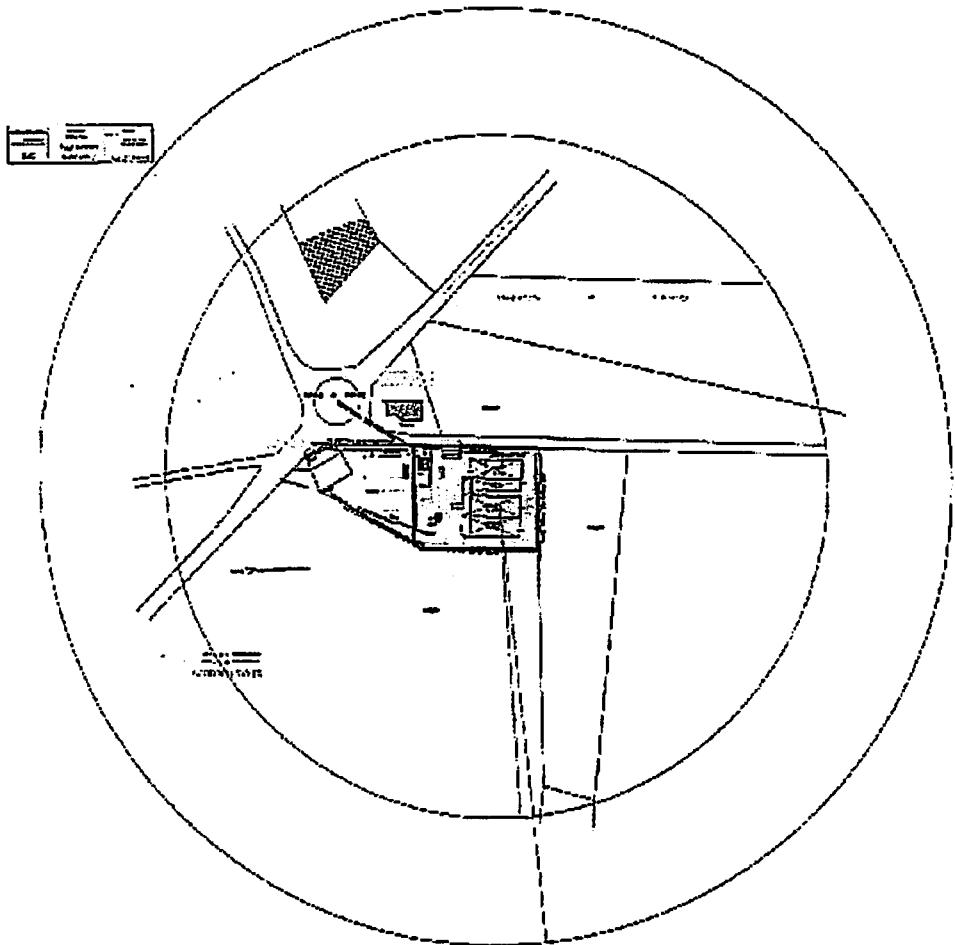
EXPLOSION AU NIVEAU DES HALLS 3 ET 4 DE STOCKAGE DE CEREALES ET D'OLEAGINEUX



EFFETS TOXIQUES :

DECOMPOSITION DES ENGRAIS
(vitesse du vent 3 m/s)





DECOMPOSITION DES ENGRAIS
 (Vitesse du vent 5 m/s)